

Resumen

Près de 20 ans se sont écoulés depuis l'entrée de l'Espagne dans la Communauté Economique Européenne (CEE). L'économie espagnole a enregistré un dynamisme supérieur à l'ensemble de la zone euro qui lui a permis de faire progresser son niveau relatif de revenu. La croissance de l'activité, de 2,8% par an entre 1986 et 2003, s'est traduite par un progrès notoire dans le processus de convergence réelle de l'Espagne avec l'Europe. En effet, le pays est passé d'un revenu par habitant qui représentait 73% de la moyenne de la CEE à 84% de la moyenne de l'Union Européenne (UE). Pendant cette même période, le taux de chômage a reculé presque de moitié, passant de 21% à 11,3%, mais il reste malgré tout le chiffre le plus élevé des pays de l'Union Européenne. Ce comportement particulièrement positif de l'économie espagnole s'est maintenu et s'est même accentué récemment. Entre 2001 et 2003, l'Espagne a esquivé la phase récessive globale en enregistrant une croissance différentielle positive de 1 à 1,5 points par rapport à l'ensemble de l'UE, puisqu'elle a créé 80% des emplois de la zone euro. Ce bilan exceptionnel en termes de convergence réelle de l'économie espagnole avec les pays les plus riches de l'UE a conduit à qualifier l'expérience récente de « miracle » économique.

Un miracle et un phénomène qui ne trouve aucune explication logique connue, « terrestre ». En ce sens, le comportement de l'économie espagnole n'est guère miraculeux, il est le simple fruit de la combinaison favorable d'un ensemble de facteurs, du côté de l'offre comme de la demande. Du point de vue de l'offre, à noter la modération salariale, caractérisée par une évolution du salaire réel qui a contribué à une croissance de l'emploi et de l'offre des biens et des services capable d'absorber, au moins en partie, l'impulsion extraordinaire de la demande ajoutée. D'autre part, le flux migratoire croissant a entraîné une amélioration implicite du marché du travail qui a contribué à son tour au déplacement de l'offre. La demande, elle, a été encouragée par une succession de chocs positifs, dont certains ne se reproduiront plus. Soulignons notamment la baisse des taux d'intérêt réels, l'amélioration des perspectives des chefs d'entreprise et des consommateurs suite à l'entrée de l'Espagne dans l'Union Economique et Monétaire (UEM), et enfin l'impulsion fiscale liée aux réformes de l'IRPF (Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques) en 1999 et en 2003. Pour toutes ces raisons, nous ne pouvons pas considérer l'essor économique espagnol comme un « miracle », mais plutôt comme le résultat d'une série de chocs aussi bien transitoires que permanents. Pourtant, le progrès de l'économie espagnole ne peut pas non plus s'avérer un mirage, une apparence sans fondement réel. L'Espagne, à la différence d'autres pays de l'UE, a su tirer parti de l'intégration européenne pour réaliser des progrès significatifs au niveau de la consolidation fiscale et des réformes des marchés. Tout cela a permis à l'économie espagnole de se soustraire à la modération globale récente de l'activité et de bien se placer pour profiter du marché unique et de l'intégration économique croissante.